

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 2007, à l'exception des articles 11 et 13, § 2, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 39. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

§ 2. Onderhavig besluit treedt in werking op 31 augustus 2007, met uitzondering van de artikelen 11 en 13, § 2, die in werking treden op 1 januari 2008.

Art. 39. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2167

[C — 2007/11265]

**30 AVRIL 2007. — Arrêté royal
relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises
et au registre public**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour objet d'adapter les dispositions relatives à l'agrément des réviseurs d'entreprises et à la liste des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises dans le cadre de la transposition des dispositions de la Directive européenne 2006/43/CE, approuvée le 17 mai 2006 par le Parlement européen et le Conseil, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, publiée au Journal Officiel de l'Union européenne du 9 juin 2006 (ci-après « la Directive »).

Etant donné le grand nombre d'amendements proposés, la préférence a été accordée à un nouvel arrêté royal plutôt qu'à la modification du texte existant.

Le texte se subdivise en cinq chapitres qui sont abordés successivement ci-après.

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Le premier chapitre (article 1^{er}) décrit le champ d'application, à savoir les réviseurs d'entreprises et les stagiaires, ainsi que les définitions utilisées pour l'application de l'arrêté.

Comme dans la Directive, le présent arrêté opère également l'importante distinction entre les personnes physiques et morales ou entités suivantes, quelle que soit leur forme juridique :

- d'une part, les professionnels qui sont agréés par l'autorité compétente d'un pays non-membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs de pays tiers » et « entités d'audit de pays tiers »; et

- d'autre part, les professionnels qui sont agréés et enregistrés par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs légaux des comptes » et « cabinets d'audit ».

Ensuite, il a été choisi de dénommer respectivement les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit qui, en Belgique, sont inscrits dans le registre public tenu par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, « réviseurs d'entreprises personnes physiques » et « cabinets de révision », alors que l'expression « réviseurs d'entreprises » vise l'ensemble de ces deux catégories de membres.

Conformément à l'article 3 de la Directive, les professionnels qui sont agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne et y sont enregistrés peuvent également se faire inscrire en Belgique, sous certaines conditions, afin d'y effectuer des contrôles légaux de comptes.

Les professionnels européens qui ne sont pas inscrits dans le registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sont désignés dans le présent arrêté par « contrôleurs légaux des comptes » (pour les personnes physiques) et « cabinets d'audit » (pour les personnes morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique).

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2167

[C — 2007/11265]

**30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren
en het openbaar register**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel om bepalingen inzake de erkenning van bedrijfsrevisoren en de ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan te passen in het kader van de omzetting van de bepalingen van de Europese Richtlijn 2006/43/EG, goedgekeurd door het Europees Parlement en de Raad op 17 mei 2006, betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad, die werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 9 juni 2006 (hierna « de Richtlijn »).

Gezien het groot aantal voorgestelde wijzigingen werd een nieuw koninklijk besluit verkozen boven een aanpassing van de bestaande tekst.

De tekst is ingedeeld in vijf hoofdstukken die hierna achtereenvolgens worden besproken.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Het eerste hoofdstuk (artikel 1) omschrijft het toepassingsgebied, met name de bedrijfsrevisoren en stagiairs alsook de voor de toepassing van het besluit gehanteerde definities.

Zoals dit in de Richtlijn het geval is, wordt ook in dit besluit het belangrijk onderscheid gemaakt tussen de hiernavolgende natuurlijke personen en rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm:

- enerzijds, de beroepsbeoefenaars die in een land buiten de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « auditors van derde landen » en « auditorganisaties van derde landen »; en

- anderzijds, de beroepsbeoefenaars die in een lidstaat van de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten en ingeschreven om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « wettelijke auditors » en « auditkantoren ».

Verder wordt er voor gekozen om de in België door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren in het publiek register ingeschreven wettelijke auditors en auditkantoren, respectievelijk aan te duiden als « de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen » en de « bedrijfsrevisorenkantoren », terwijl beiden gezamenlijk worden aangeduid als zijnde « de bedrijfsrevisoren ».

Beroepsbeoefenaars die in een andere Lidstaat van de Europese Unie zijn toegelaten en aldaar ingeschreven, kunnen zich overeenkomstig artikel 3 van de Richtlijn ook in België, onder bepaalde voorwaarden, laten inschrijven om in België wettelijke controles van jaarrekeningen uit te voeren.

Europese beroepsbeoefenaars die niet zijn ingeschreven in het openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren worden in dit besluit respectievelijk aangeduid als « wettelijke auditors » (voor natuurlijke personen) en « auditkantoren » (voor rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm).

CHAPITRE II. — *De l'agrément des réviseurs d'entreprises*

La Directive et la loi du 22 juillet 1953

Le considérant 8 de la Directive stipule que : « Afin de protéger les tiers, tous les contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit agréés devraient être inscrits dans un registre accessible au public contenant les informations essentielles relatives aux contrôleurs légaux et aux cabinets d'audit. ».

En outre, l'article 15, paragraphe 2, de la Directive stipule que : « Les Etats membres veillent à ce que chaque contrôleur légal des comptes et chaque cabinet d'audit soient identifiés dans le registre public par un numéro personnel. Les informations requises sont enregistrées sous forme électronique et sont accessibles au public électroniquement. ».

En ce qui concerne l'inscription des contrôleurs et des entités d'audit de pays tiers, l'article 45, paragraphe 1, de la Directive stipule que : « Les autorités compétentes d'un Etat membre enregistrent, conformément aux articles 15 à 17, chaque contrôleur et chaque entité d'audit de pays tiers qui présentent un rapport d'audit concernant les comptes annuels ou les comptes consolidés d'une société constituée en dehors de la Communauté dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé de cet Etat membre, au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 14), de la directive 2004/39/CE, sauf lorsque la société est une entité qui émet uniquement des titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé, au sens de l'article 2, paragraphe 1, point b), de la directive 2004/109/CE, dont la valeur nominale unitaire est au moins égale à 50 000 EUR ou, pour les titres de créance libellés dans une devise autre que l'euro, dont la valeur nominale unitaire est équivalente à au moins 50 000 EUR à la date d'émission. ».

Conformément aux articles 16, paragraphe 2, et 17, paragraphe 2, de la Directive, les contrôleurs de pays tiers ainsi que les entités d'audit de pays tiers enregistrés dans le registre public figurent clairement en cette qualité et non en tant que contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit.

En outre, l'article 15, paragraphe 4 de la Directive prévoit que : « Les Etats membres veillent à ce que le registre public soit totalement opérationnel au plus tard le 29 juin 2009. ».

L'article 10 nouveau de la loi du 22 juillet 1953 précise en ce qui concerne le registre public que :

« § 1^{er}. Le Conseil tient à jour un registre public dans lequel sont enregistrés les réviseurs d'entreprises.

Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés conformément à l'article 7, § 2 mentionnés en cette qualité dans le registre public de manière distincte.

§ 2. Les informations requises sont enregistrées sous forme électronique. Toute personne peut les consulter à tout moment sur le site internet de l'Institut.

§ 3. Chaque réviseur d'entreprises personne physique et chaque cabinet de révision est identifié dans le registre public par un numéro personnel.

§ 4. Le registre public contient le nom et l'adresse des autorités compétentes chargées de l'agrément, de la surveillance, du contrôle de qualité, des sanctions et de la supervision publique.

§ 5. Les modalités relatives à l'actualisation et à l'accès au registre public sont déterminées par le Roi. »

Généralités

Le deuxième chapitre, relatif à l'agrément, est subdivisé en deux sections :

- Section 1 : Contrôleurs légaux des comptes annuels et cabinets d'audit au sein de l'Union européenne

- Section 2 : Contrôleurs ou entités d'audit de pays tiers

Section 1^{re}

Contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit
au sein de l'Union européenne

Sous-section 1^{re}. — *Personnes physiques*

La section 1 traite de la procédure d'inscription dans le registre public des personnes physiques, morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique et qui remplissent les conditions fixées par la loi et les dispositions réglementaires, ainsi que de la mention des informations que le registre public doit contenir en ce qui concerne les personnes physiques et personnes morales ou entités précitées, de la mise à jour du registre public, de la mise à jour du registre des stagiaires sous la responsabilité de la Commission du stage et de l'ouverture d'un dossier au nom des réviseurs d'entreprises (articles 2 à 12).

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de bedrijfsrevisoren*

De Richtlijn en de wet van 22 juli 1953

In overweging 8 van de Richtlijn wordt gesteld : « Ter bescherming van derden dienen alle toegelaten wettelijke auditors en auditkantoren te worden ingeschreven in een register dat toegankelijk is voor het publiek en dat alle essentiële gegevens over wettelijke auditors en auditkantoren bevat. ».

Verder bepaalt artikel 15, lid 2 van de Richtlijn : « De lidstaten zien erop toe dat elke wettelijke auditor en elk auditkantoor aan de hand van een individueel nummer in het openbaar register is geïdentificeerd. De registratiegegevens worden in elektronische vorm in het register opgeslagen, en zijn langs elektronische weg toegankelijk voor het publiek. ».

Wat de inschrijving van auditors en auditororganisaties van derde landen betreft, stelt artikel 45, lid 1 van de Richtlijn : « De bevoegde autoriteiten van een lidstaat gaan over tot registerinschrijving conform de artikelen 15 tot en met 17 van elke auditor en auditororganisatie van een derde land die een controleverklaring aflevert betreffende de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een vennootschap die haar statutaire zetel buiten de Gemeenschap heeft en waarvan de effecten in die lidstaat zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 4, lid 1, punt 14, van Richtlijn 2004/39/EG, behalve indien het bedrijf alleen een emittent is van effecten die in een lidstaat zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, lid 1, onder b), van Richtlijn 2004/109/EG, met een nominale waarde per eenheid van ten minste 50 000 EUR of, in het geval van effecten die in een andere munteenheid luiden, op de dag van uitgifte equivalent aan ten minste 50 000 EUR. ».

Overeenkomstig de artikelen 16, lid 2 en 17, lid 2 van de Richtlijn worden auditors van derde landen, alsook auditororganisaties van derde landen ingeschreven in het openbaar register, doch duidelijk als zodanig vermeld en niet als respectievelijk wettelijke auditors of auditkantoren.

Verder bepaalt artikel 15, lid 4 van de Richtlijn : « De lidstaten zien erop toe dat het openbaar register uiterlijk op 29 juni 2009 volledig operationeel is. ».

Het nieuwe artikel 10 van de wet van 22 juli 1953 bepaalt ten aanzien van het openbaar register :

« § 1. De Raad houdt een openbaar register bij waarin de bedrijfsrevisoren worden geregistreerd.

De auditors en de auditororganisaties van derde landen die overeenkomstig artikel 7, § 2 zijn geregistreerd, worden in die hoedanigheid afzonderlijk in het openbaar register vermeld.

§ 2. De registratiegegevens worden in elektronische vorm in het register opgeslagen. Eenieder kan deze te allen tijde op de website van het Instituut consulteren.

§ 3. Elke bedrijfsrevisor natuurlijke persoon en elk bedrijfsrevisorenkantoor worden door een individueel nummer in het openbaar register geïdentificeerd.

§ 4. Het openbaar register bevat de naam en het adres van de bevoegde autoriteiten die belast zijn met de registratie, het toezicht, de kwaliteitscontrole, de sancties, en het publiek toezicht.

§ 5. De modaliteiten inzake actualisering en toegang tot het openbaar register worden door de Koning bepaald. »

Algemeen

Het tweede hoofdstuk inzake de erkenning wordt onderverdeeld in twee afdelingen, namelijk :

- Afdeling 1 : Wettelijke auditors en auditkantoren in de Europese Unie

- Afdeling 2 : Auditors of auditororganisaties van derde landen

Afdeling 1

Wettelijke auditors en auditkantoren in de Europese Unie

Onderafdeling 1. — *Natuurlijke personen*

Afdeling 1 handelt over de procedure van inschrijving in het openbaar register van een natuurlijke persoon en een rechtspersoon of entiteit met om het even welke rechtsvorm die de door de wet en de reglementen vastgestelde voorwaarden vervult, de vermelding van de gegevens die het openbaar register omtrent voormelde natuurlijke personen en rechtspersonen of entiteiten dient te bevatten, het bijwerken van het openbaar register, het bijhouden van een register van de stagiairs onder verantwoordelijkheid van de Stagecommissie en het dossier op naam van de bedrijfsrevisoren (artikelen 2 tot 12).

L'article 2 concerne la demande d'admission à la qualité de réviseur d'entreprises et l'inscription au registre public des personnes physiques qui le demandent.

Sous-section 2. — Personnes morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique

L'article 3 contient l'adaptation de l'article 15 de l'arrêté royal du 15 mai 1985 portant exécution des dispositions transitoires insérées par la loi du 21 février 1985 dans la loi du 22 juillet 1953 créant l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, aux articles 16 et 17 de la Directive. L'arrêté royal du 15 mai 1985 a été abrogé. L'article 15 précité donnait une description des éléments que le dossier doit comporter en vue de la demande d'admission à la qualité de réviseur d'entreprises par un cabinet de révision.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Les articles 4 et 5 concernent le traitement par le Conseil des demandes d'admission à la qualité de réviseur d'entreprises.

Vue la remarque du Conseil d'Etat dans son avis 42.880/1 du 24 avril 2007, l'ancien article 5 relatif à l'enregistrement de la période d'interdiction d'exercer des missions révisorales est supprimé.

Section 2. — Contrôleurs ou entités d'audit de pays tiers

A la lumière de l'équivalence des contrôleurs légaux de l'Union européenne, l'arrêté royal du 14 février 1989 déterminant les conditions d'octroi de la qualité de membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises aux personnes physiques et morales visées dans l'article 4ter de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises n'est plus d'application pour les contrôleurs légaux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne.

La terminologie de l'arrêté royal du 14 février 1989 a été mise en concordance avec les adaptations de la loi du 22 juillet 1953 à la lumière de la transposition de la Directive.

L'intégralité de l'arrêté royal du 14 février 1989 est reprise aux articles 6 et 7 du présent arrêté, ainsi qu'à l'article 7 de la loi.

CHAPITRE III. — Du registre public

Section 1^{re}. — Des réviseurs d'entreprises personnes physiques

L'article 9 reprend les informations qui, conformément à l'article 16 de la Directive, doivent au minimum être reprises dans le registre public en ce qui concerne les réviseurs d'entreprises personnes physiques. Le terme « contrôleur légal des comptes » est remplacé par le terme « réviseur d'entreprises personne physique ». Quelques informations usuelles en Belgique sont ajoutées, telles que le groupe linguistique choisi et l'année de la prestation de serment.

Section 2. — Des cabinets de révision

De la même manière, l'article 10 reprend les informations qui, conformément à l'article 17 de la Directive, doivent au minimum être reprises dans le registre public en ce qui concerne les cabinets de révision. Le terme « contrôleur légal des comptes » est remplacé par le terme « réviseur d'entreprises personne physique » et « cabinet d'audit » par « cabinet de révision ». L'année d'inscription est ajoutée au registre public, conformément à l'usage en Belgique. De plus, des informations supplémentaires relatives à l'identification, telles que le numéro d'entreprise et le numéro de l'unité d'établissement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises pour chaque établissement en Belgique, ont été ajoutées.

Par le terme « premier interlocuteur à contacter » (article 10, § 1^{er}, 3^o), on entend le réviseur d'entreprises personne physique qui, au sein de l'entité, est responsable de l'organisation des activités d'audit.

Le cas échéant, seront mentionnées (article 10, § 1^{er}, 8^o), l'appartenance à un réseau et la liste des noms et des adresses des cabinets membres de ce réseau en Belgique et des entités affiliées, ou l'indication de l'endroit où ces informations sont accessibles au public.

Section 3. — Dispositions communes

L'article 11 traite de l'actualisation des informations contenues dans le registre public. Le registre public est tenu à jour, sous la responsabilité du Conseil, sous la forme d'une base de données accessible via un site internet, qui indique pour chaque réviseur d'entreprises la date de la dernière mise à jour. Les réviseurs d'entreprises ont l'obligation d'informer l'Institut aussitôt que possible de toute modification. A partir du moment où existe la possibilité de fournir et d'actualiser les

Artikel 2 betreft de aanvraag tot toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en de inschrijving in het openbaar register van de natuurlijke personen die daarom verzoeken.

Onderafdeling 2. — Rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm

Artikel 3 bevat het aan de artikelen 16 en 17 van de Richtlijn aangepaste artikel 15 van het koninklijk besluit van 15 mei 1985 tot uitvoering van de overgangsbepalingen in de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985. Het koninklijk besluit van 15 mei 1985 werd opgeheven. Voormeld artikel 15 gaf een omschrijving van de elementen die het dossier bij de vraag tot toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor door een bedrijfsrevisorenkantoor dient te bevatten.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikelen 4 en 5 handelen over de behandeling door de Raad van de aanvragen tot toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Gelet op de opmerking van de Raad van State in hun advies 42.880/1 van 24 april 2007 werd het vorige artikel 5 betreffende de registratie van de periode van verbod om revisorale opdrachten uit te oefenen geschrapt.

Afdeling 2. — Auditors of auditororganisaties van derde landen

In het licht van de gelijkwaardigheid van wettelijke auditors in de Europese Unie is het koninklijk besluit van 14 februari 1989 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning van de hoedanigheid van lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen bedoeld in artikel 4ter van de wet van 22 juli 1953 tot oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren niet langer van toepassing op wettelijke auditors die onderdaan zijn van een Lidstaat van de Europese Gemeenschappen.

De terminologie van het koninklijk besluit van 14 februari 1989 werd afgestemd op de aanpassingen van de wet van 22 juli 1953 in het licht van de omzetting van de Richtlijn.

Het volledige koninklijk besluit van 14 februari 1989 is opgenomen in de artikelen 6 en 7 van onderhavig besluit, evenals in het artikel 7 van de wet.

HOOFDSTUK III. — Het openbaar register

Afdeling 1. — Bedrijfsrevisoren natuurlijke personen

Artikel 9 neemt de gegevens over, die het openbaar register overeenkomstig artikel 16 van de Richtlijn ten minste moet bevatten met betrekking tot de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen. Hierbij wordt « wettelijk auditor » vervangen door de term « bedrijfsrevisor natuurlijke persoon ». Enkele gegevens die in België gebruikelijk zijn, zoals gekozen taalgroep en jaar van eedaflegging worden toegevoegd.

Afdeling 2. — Bedrijfsrevisorenkantoren

Zo worden in artikel 10 eveneens de gegevens overgenomen die overeenkomstig artikel 17 van de Richtlijn het openbaar register ten minste moet bevatten met betrekking tot de bedrijfsrevisorenkantoren. Hierbij worden de term « wettelijk auditor » vervangen door « bedrijfsrevisor natuurlijke persoon » en de term « auditkantoor » door « bedrijfsrevisorenkantoor ». Zoals gebruikelijk in België, wordt het jaar van inschrijving in het openbaar register toegevoegd. Verder werden ook, als bijkomende te verstrekken identificatie-informatie toegevoegd: het ondernemingsnummer en het nummer van vestigingseenheid bij de Kruispuntbank van Ondernemingen voor elke vestiging in België.

Onder « voornaamste contactpersoon » (artikel 10, § 1, 3^o) wordt verstaan de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die binnen de entiteit de verantwoordelijkheid draagt voor de organisatie van de controleactiviteiten.

In voorkomend geval zal (artikel 10, § 1, 8^o) worden vermeld, het lidmaatschap van een netwerk en de lijst van de namen en adressen van de daartoe behorende kantoren in België en zijn verbonden entiteiten, of de vermelding waar deze gegevens toegankelijk zijn voor het publiek.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

In artikel 11 wordt de actualisering van de openbare registergegevens uitgewerkt. Het openbaar register wordt bijgehouden, onder de verantwoordelijkheid van de Raad, onder de vorm van een database die toegankelijk is via een website, die voor elke bedrijfsrevisor de datum aangeeft waarop deze de laatste maal werd geactualiseerd. Op de bedrijfsrevisoren rust de verplichting om het Instituut zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van elke wijziging. Vanaf het moment dat

Tous les réviseurs d'entreprises doivent s'acquitter de l'obligation de mise à jour – telle que visée à l'article 15 de cet arrêté – des données du tableau des membres fournies avant la transcription dans le registre public.

En vertu de l'article 23, le Conseil prend les mesures nécessaires à la constitution ou la mise à jour des dossiers ou des informations, telles que mentionnées dans les articles 14 et 15.

L'article 24, paragraphe 1^{er}, prévoit que l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises est abrogé.

L'article 24, paragraphe 2, stipule que l'arrêté royal du 14 février 1989 déterminant les conditions d'octroi de la qualité de membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises aux personnes physiques et morales visées à l'article 4^{ter} de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises est abrogé.

Conformément à l'article 25, l'arrêté royal entre en vigueur le 31 août 2007.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur.
Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

**30 AVRIL 2007. — Arrêté royal
relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises
et au registre public**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, en particulier les articles 5, 6 et 10;

Vu l'avis du Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises du 9 février 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques du 13 février 2007;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le Parlement a, par les articles 102 et 103 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses, habilité le Roi à transposer aussi rapidement que possible, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil;

Que l'arrêté royal du 21 avril 2007 entre en vigueur à cet effet au plus tard le 31 août 2007.

Que la loi du 22 juillet 1953, telle que modifiée par l'arrêté royal du 21 avril 2007 prévoit que les réviseurs d'entreprises doivent fournir pour le 31 août 2007 des informations complémentaires destinées à l'inscription au registre public et que le Procureur général a la possibilité d'introduire un recours auprès de la Commission d'appel contre la décision d'inscription;

Que l'arrêté royal du 21 avril 2007 impose aux candidats réviseurs en Belgique et aux personnes ayant une qualité équivalente dans d'autres pays et qui souhaitent s'inscrire en Belgique, à s'inscrire conformément aux nouvelles conditions, en particulier en ce qui concerne le dossier qu'ils doivent introduire. Qu'il est dès lors nécessaire que ces candidats réviseurs disposent aussi rapidement que possible de l'information nécessaire à leur permettre de préparer et de composer à temps ce dossier, de sorte qu'ils puissent entièrement bénéficier de ce droit au 31 août 2007;

Que cette procédure d'inscription implique également que l'Institut prenne les mesures préparatoires nécessaires. Qu'entre autres, en ce qui concerne le registre public, son système informatique (hardware et gestion de bases de données) doit être adapté à temps aux nouvelles exigences de l'arrêté royal du 21 avril 2007. Qu'à cet égard, les prestations nécessaires doivent être très rapidement définies à l'égard des prestataires de services informatiques et les conventions adéquates doivent être très rapidement négociées. Que pareilles mesures d'adaptation nécessitent plusieurs mois;

Op alle bedrijfsrevisoren rust de verplichting tot actualisering – zoals bedoeld in artikel 15 van dit besluit – van de voor overschrijving in het openbaar register verstrekte registergegevens.

Krachtens artikel 23, neemt de Raad de nodige maatregelen voor de samenstelling en de actualisering van de dossiers en inlichtingen, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15.

Artikel 24, paragraaf 1 bepaalt dat het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

Artikel 24, paragraaf 2, stelt dat het koninklijk besluit van 14 februari 1989 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning van de hoedanigheid van lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen bedoeld in artikel 4^{ter} van de wet van 22 juli 1953 tot oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

Overeenkomstig artikel 25 treedt het koninklijk besluit in werking op 31 augustus 2007.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar.
De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

**30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren
en het openbaar register**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, inzonderheid op de artikelen 5, 6 en 10;

Gelet op het advies van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren van 9 februari 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 13 februari 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheden dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad zo snel mogelijk om te zetten;

Dat het koninklijk besluit van 21 april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt.

Dat de wet van 22 juli 1953, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 april 2007 voorziet dat per 31 augustus 2007 bedrijfsrevisoren bijkomende informatie moeten indienen met het oog op de inschrijving in het openbaar register en dat de Procureur-generaal de mogelijkheid heeft om tegen de beslissing tot inschrijving beroep in te stellen bij de Commissie van Beroep;

Dat het koninklijk besluit van 21 april 2007 aan kandidaat-revisoren, in België en personen met een gelijkwaardige hoedanigheid in andere landen die zich wensen in te schrijven in België, oplegt om dit te doen onder nieuwe voorwaarden, in het bijzonder wat betreft het dossier dat zij moeten indienen. Dat het derhalve noodzakelijk is dat deze kandidaat-revisoren zo snel mogelijk beschikken over de noodzakelijke informatie om dit dossier tijdig voor te bereiden en samen te stellen, zodat zij per 31 augustus 2007 van dit recht ten volle kunnen gebruik maken;

Dat de nieuwe inschrijvingsprocedure eveneens noodzaakt dat het Instituut de nodige voorbereidende maatregelen treft. Dat o.m. wat betreft het openbaar register haar informaticasysteem (hardware en databasebeheer) tijdig moet aangepast worden aan de nieuwe vereisten van het koninklijk besluit van 21 april 2007. Dat hiervoor zeer dringend de nodige opdrachten ten aanzien van informaticadienstverleners dienen te worden gedefinieerd en de passende overeenkomsten moeten onderhandeld worden. Dat dergelijke aanpassingswerken meerdere maanden in beslag nemen;

Vu la dissolution imminente des Chambres et le fait que le Gouvernement se limite aux affaires prudentes à partir de cette dissolution.

Vu l'avis 42880/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux réviseurs d'entreprises et aux stagiaires.

§ 2. Les définitions reprises dans l'article 2 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises sont d'application conforme.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises;

2^o le registre public : le registre public visé à l'article 10 de la loi;

3^o l'Institut : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

4^o le Conseil : le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

CHAPITRE II. — *De l'agrément des réviseurs d'entreprises*

Section 1^{re}. — *Contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit au sein de l'Union européenne*

Sous-section 1^{re}. — *Personnes physiques*

Art. 2. Toute personne physique qui remplit les conditions fixées par la loi et les règlements peut demander par un écrit signé adressé à l'Institut son admission à la qualité de réviseur d'entreprises.

Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant les pièces nécessaires pour juger les conditions d'admission, ainsi que d'autres données et documents qui d'après l'Institut sont nécessaires pour le besoin de l'appréciation de la demande. Les pièces pertinentes détenues par l'Institut, le cas échéant dans le cadre des procédures de stage, sont jointes au dossier.

Le président du Conseil fait parvenir au président de la Cour d'appel de Bruxelles, le cas échéant la Cour d'appel de Liège, un extrait de la décision d'admission à la prestation de serment.

Le candidat réviseur d'entreprises prête serment le jour et l'heure fixés par le président de la Cour compétente.

Le greffier en chef du tribunal informe l'Institut des prestations de serment reçues et délivre à chaque intéressé un extrait du procès-verbal de l'audience.

Sur présentation d'un extrait du procès-verbal de la prestation de serment, le réviseur d'entreprises est inscrit au registre public à partir du jour de sa prestation de serment.

Sous-section 2. — *Personnes morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique*

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne morale ou entité, quelle que soit sa forme juridique, qui remplit les conditions fixées par la loi et les règlements peut demander par un écrit signé adressé à l'Institut son admission à la qualité de réviseur d'entreprises.

La demande d'admission en qualité de réviseur d'entreprises, introduite en exécution de l'article 6 de la loi, doit être adressée à l'Institut.

Cette demande est accompagnée d'un dossier réunissant les pièces nécessaires pour juger les conditions d'admission.

§ 2. Le dossier doit comporter ce qui suit :

1^o les statuts ou, le cas échéant, une convention équivalente de la personne morale ou de l'entité;

2^o les comptes annuels de la personne morale ou de l'entité des 5 derniers exercices ou depuis sa constitution si celle-ci remonte à moins de 5 ans;

3^o la dénomination, la forme juridique, le numéro d'entreprise et l'adresse du siège social et, le cas échéant, l'adresse du site internet, l'adresse de chaque établissement en Belgique avec son numéro de l'unité d'établissement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, tout autre enregistrement en tant que cabinet d'audit auprès des

Gelet op de nakende ontbinding van de Kamers en het feit dat de Regering zich vanaf dan beperkt tot de voorzichtigte zaken.

Gelet op het advies 42880/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de bedrijfsrevisoren en de stagiairs.

§ 2. De definities opgenomen in artikel 2 van de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor zijn van overeenkomstige toepassing.

§ 3. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder:

1^o de wet: de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor;

2^o het openbaar register: het register bedoeld in artikel 10 van de wet;

3^o het Instituut: het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

4^o de Raad: de Raad van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de bedrijfsrevisoren*

Afdeling 1. — *Wettelijke auditors en auditkantoren in de Europese Unie*

Onderafdeling 1. — *Natuurlijke personen*

Art. 2. Ieder natuurlijk persoon, die de voorwaarden door de wet en de reglementen gesteld, vervult, kan door middel van een ondertekend en aan het Instituut gericht schrijven verzoeken om toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Bij deze aanvraag is een dossier gevoegd met de stukken vereist om de toelatingsvoorwaarden te beoordelen, alsook overige gegevens en bescheiden die naar het oordeel van het Instituut nodig zijn in het belang van de beoordeling van de aanvraag. De relevante stukken in het bezit van het Instituut, in voorkomend geval in het kader van de stageprocedure, worden bij het dossier gevoegd.

De voorzitter van de Raad laat de voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel, in voorkomend geval, het Hof van Beroep te Luik, een uittreksel van het besluit van toelating tot de eedaflegging geworden.

De kandidaat-bedrijfsrevisor legt zijn eed af op de dag en het uur bepaald door de voorzitter van het bevoegde Hof.

De hoofdgreffier van de rechtbank brengt het Instituut op de hoogte van de gedane eedafleggingen en levert aan elke betrokkene een uittreksel van het proces-verbaal van de zitting af.

Op de voorlegging van een uittreksel van het proces-verbaal van de eedaflegging, wordt de bedrijfsrevisor met ingang van de dag van zijn eedaflegging ingeschreven in het openbaar register.

Onderafdeling 2. — *Rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm*

Art. 3. § 1. Iedere rechtspersoon of entiteit met om het even welke rechtsvorm die de door de wet en de reglementen vastgestelde voorwaarden vervult, kan door middel van een ondertekend en aan het Instituut gericht schrijven verzoeken om toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De aanvraag tot toelating tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, ingediend ter uitvoering van artikel 6 van de wet, moet worden gericht aan het Instituut.

Bij deze aanvraag is een dossier gevoegd met de stukken vereist om de toelatingsvoorwaarden te beoordelen.

§ 2. Het dossier moet het volgende bevatten:

1^o de statuten of, in voorkomend geval, een gelijkwaardige overeenkomst van de rechtspersoon of entiteit;

2^o de jaarrekening van de rechtspersoon of entiteit over de laatste vijf boekjaren of sedert haar oprichting zo sindsdien nog geen vijf jaren zijn verlopen;

3^o de benaming, de rechtsvorm, het ondernemingsnummer en het adres van de zetel en, in voorkomend geval, het internetadres van de website, het adres van elke vestiging in België met zijn nummer van vestigingseenheid bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, elke andere inschrijving als auditkantoor bij de bevoegde autoriteiten van

autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne ou de la Belgique ou en tant qu'entité d'audit dans des pays tiers, y compris le(s) nom(s) de l'autorité (des autorités) d'enregistrement et, s'il y a lieu, le(s) numéro(s) d'enregistrement et le réseau auquel appartient la personne morale ou l'entité;

4° le nom et le numéro d'enregistrement de tous les réviseurs d'entreprises personnes physiques employés par le cabinet de révision ou en relation en tant qu'associés ou autre, ceci, le cas échéant, par établissement en Belgique;

5° le nom et l'adresse professionnelle de tous les propriétaires et actionnaires;

6° le nom, l'adresse et les coordonnées de contact du réviseur d'entreprises personne physique responsable au sein de l'entité de l'organisation des travaux de contrôle;

7° le nom et l'adresse professionnelle de tous les membres de l'organe d'administration ou de direction;

8° la description des activités et la justification ou la décision que les activités ont, ou auront en cas d'admission, trait à l'exercice de missions de révision visées à l'article 4 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec la qualité de réviseur d'entreprises;

9° la justification du respect des conditions imposées à la personne morale ou à l'entité, à son organe de gestion ainsi qu'à ses propriétaires et actionnaires par l'article 6 de la loi;

10° une description précise de l'organisation et du fonctionnement de la personne morale ou de l'entité, de ses méthodes de travail et des systèmes internes de contrôle de qualité qu'elle a mis en place;

11° tous les éléments permettant de vérifier le respect des dispositions des articles 13 et 14 de la loi;

12° les autres données et documents qui d'après l'Institut seront nécessaires pour le besoin de l'appréciation de la demande.

§ 3. Le Conseil peut requérir de la personne morale ou de l'entité qu'elle complète son dossier par l'introduction de tous documents ou informations qui lui sont nécessaires pour se prononcer sur la demande d'admission. Il peut décider d'entendre les représentants de la personne morale ou de l'entité aux jour et heure qu'il fixe.

§ 4. La personne morale ou l'entité est inscrite comme cabinet de révision dans le registre public à partir du jour de la décision favorable du Conseil.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. 4. Le Conseil statue sur les demandes visées aux articles 2 et 3, au plus tard trois mois après que le demandeur a introduit toutes les pièces requises.

Art. 5. Lorsque le Conseil constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'inscription dans le registre public, il lui notifie sa décision motivée. L'intéressé dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter de cette notification pour introduire un recours auprès de la Commission d'Appel. Les articles 64 et 68, paragraphe 1^{er} de la loi s'appliquent.

Section 2. — Contrôleurs ou entités d'audit de pays tiers

Sous-section 1^{re}. — Personnes physiques

Art. 6. À l'appui de sa demande, la personne physique visée à l'article 7, § 1 de la loi communique au Conseil de l'Institut les documents suivants, sans préjudice de l'article 2 :

1° un extrait d'acte de naissance et un certificat de nationalité;

2° une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat concerné, certifiant que la personne est autorisée à exercer dans cet Etat le contrôle légal des états financiers d'entreprises et, lorsque le traité concerné le prévoit, une copie certifiée conforme de son diplôme;

3° une attestation concernant l'honorabilité professionnelle délivrée par un fonctionnaire compétent de l'Etat où elle est autorisée à exercer le contrôle légal des états financiers d'entreprises. Si la délivrance d'une telle attestation n'est pas réglée dans l'Etat concerné, l'intéressé transmet, avant la prestation de serment, à la Cour d'appel de Bruxelles ou de Liège, une déclaration écrite dans laquelle il affirme satisfaire à la condition prévue à l'article 7, § 1, 4° de la loi.

andere Lidstaten van de Europese Unie of België en als auditororganisatie in derde landen, met inbegrip van de na(a)m(en) van de registratieautoriteit(en) en, in voorkomend geval, het/de registratienummer(s) en het netwerk waartoe de rechtspersoon of entiteit behoort;

4° de naam en het registratienummer van alle bedrijfsrevisoren natuurlijke personen die bij het bedrijfsrevisorenkantoor werkzaam zijn of die als vennoot of anderszins aan het kantoor verbonden zijn, dit in voorkomend geval per vestiging in België;

5° de naam, en het kantooradres van alle eigenaars en aandeelhouders;

6° de naam en de adres- en contactgegevens van de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die binnen de entiteit de verantwoordelijkheid draagt voor de organisatie van de controlewerkzaamheden;

7° de naam en het kantooradres van alle leden van het leidinggevende of het bestuursorgaan;

8° de omschrijving van de activiteiten en de verantwoording of de beslissing dat de activiteiten betrekking hebben, of zullen hebben in geval van toelating, op de uitoefening van revisorale opdrachten bedoeld in artikel 4 van de wet en de uitoefening van activiteiten verenigbaar met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor;

9° het bewijs van naleving van de voorwaarden opgelegd aan de rechtspersoon of entiteit, aan haar bestuursorgaan, alsook aan haar eigenaars en haar aandeelhouders door artikel 6 van de wet;

10° een nauwkeurige omschrijving van de organisatie en de werking van de rechtspersoon of entiteit, de werkmethode en interne systemen voor kwaliteitscontrole die zij heeft opgezet;

11° alle gegevens die toelaten na te gaan of de bepalingen van de artikelen 13 en 14 van de wet worden in acht genomen;

12° de overige gegevens en bescheiden die naar het oordeel van het Instituut nodig zijn in het belang van de beoordeling van de aanvraag.

§ 3. De Raad mag van de rechtspersoon of entiteit eisen dat zij haar dossier vervolledigt door voorlegging van alle stukken of gegevens die nodig zijn om zich over de toelatingsaanvraag te kunnen uitspreken. Hij kan beslissen om de vertegenwoordigers van de rechtspersoon of entiteit te horen op dag en uur die hij vaststelt.

§ 4. De rechtspersoon of entiteit wordt als bedrijfsrevisorenkantoor ingeschreven in het openbaar register met ingang van de dag waarop de gunstige beslissing door de Raad werd genomen.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 4. De Raad doet over de in artikelen 2 en 3 bedoelde aanvragen uitspraak, uiterlijk drie maanden nadat de aanvrager alle vereiste stukken ter beschikking heeft gesteld.

Art. 5. Wanneer de Raad vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de inschrijving in het openbaar register, betekent hij hem zijn gemotiveerde beslissing. De belanghebbende beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf deze betekening om beroep in te dienen bij de Commissie van Beroep. De artikelen 64 en 68, eerste paragraaf van de wet zijn van toepassing.

Afdeling 2. — Auditors of auditororganisaties van derde landen

Onderafdeling 1. — Natuurlijke personen

Art. 6. Ter staving van zijn verzoek deelt de natuurlijke persoon, overeenkomstig artikel 7, §1 van de wet, aan de Raad van het Instituut de volgende bescheiden mee, onverminderd artikel 2:

1° een uittreksel uit de geboorteakte en een attest van nationaliteit;

2° een attest afgegeven door de bevoegde overheid van de betrokken Staat, waarin wordt gecertificeerd dat de persoon in die Staat gemachtigd is om de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren en, wanneer het betrokken verdrag erin is voorzien, een voor echt verklaarde kopie van zijn diploma;

3° een attest betreffende de professionele eerbaarheid, afgegeven door een bevoegd ambtenaar van de Staat waarin hij gemachtigd is de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren. Wanneer de afgifte van een zodanig attest in de betrokken Staat niet is geregeld, doet de betrokkene, vóór de eedaflegging, aan het Hof van Beroep van Brussel of van Luik, een schriftelijke verklaring geworden waarin hij bevestigt te voldoen aan de voorwaarde vermeld in artikel 7, § 1, 4° van de wet.

Sous-section 2. — Entités de droit des pays tiers, autres qu'une personne physique

Art. 7. À l'appui de sa demande, l'entité de droit d'un pays tiers, autre qu'une personne physique, visée à l'article 7, § 2 de la loi communique au Conseil de l'Institut les informations et documents suivants, sans préjudice de l'article 3 :

1° les statuts de la personne morale, l'identité de ses associés, gérants ou administrateurs et les derniers comptes annuels;

2° une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat concerné, certifiant que l'entité ainsi que ses associés, gérants et administrateurs, sont autorisés dans cet Etat à exercer le contrôle légal des états financiers d'entreprises;

3° le nom des associés, administrateurs et gérants qui ont la qualité de réviseurs d'entreprises et qui exercent habituellement une activité professionnelle en Belgique;

4° la description précise de ses activités et la justification ou la décision que ces activités sont, ou seront en cas d'admission, limitées à l'exercice d'activités compatibles avec la qualité de réviseur d'entreprises;

5° la description précise de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement belge de l'entité de droit d'un pays tiers, autre qu'une personne physique, des collaborations qu'elle s'est acquise, de ses méthodes de travail et des systèmes internes de contrôle de qualité;

6° un document signé par l'organe compétent de l'entité de droit d'un pays tiers, autre qu'une personne physique, confirmant les engagements mentionnés à l'article 7, § 2, 6°, 7° et 8° de la loi.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. 8. Les personnes physiques ou les entités de droit d'un pays tiers, autre qu'une personne physique, qui, en application du présent arrêté, ont acquis la qualité de réviseur d'entreprises et qui perdent dans leur pays la qualité professionnelle dont elles se sont prévaluées lors de leur demande d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises, peuvent, par décision du Conseil de l'Institut, conserver leur qualité de réviseurs d'entreprises en Belgique lorsqu'il est établi qu'elles ont perdu leur qualité professionnelle à l'étranger pour des raisons autres que disciplinaires.

CHAPITRE III. — Du registre public

Section 1^{re}. — Des réviseurs d'entreprises personnes physiques

Art. 9. § 1^{er}. Le registre public, prévu à l'article 10 de la loi, contient au minimum les informations suivantes en ce qui concerne les réviseurs d'entreprises personnes physiques :

1° nom, domicile, groupe linguistique choisi, français ou néerlandais, année de la prestation de serment et numéro d'enregistrement;

2° s'il y a lieu, nom, adresse d'établissement, site internet et numéro d'enregistrement des cabinets de révision qui emploient le réviseur d'entreprises personne physique, ou avec lequel celui-ci est en relation en tant qu'associé ou autre;

3° tout autre enregistrement en tant que contrôleur légal des comptes auprès des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne et comme contrôleur dans des pays tiers, en ce compris le(s) nom(s) de l'autorité (des autorités) d'enregistrement et, s'il y a lieu, le(s) numéro(s) d'enregistrement.

§ 2. Les contrôleurs de pays tiers enregistrés conformément à l'article 7, § 4 de la loi, figurent clairement dans le registre en cette qualité et non comme réviseurs d'entreprises personnes physiques.

Section 2. — Des cabinets de révision

Art. 10. § 1^{er}. Le registre public contient au moins les informations suivantes en ce qui concerne les cabinets de révision :

1° numéro d'enregistrement, année d'inscription, nom, adresse du siège social et numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° forme juridique;

3° coordonnées de contact, premier interlocuteur à contacter et, le cas échéant, adresse du site internet;

4° adresse de chaque établissement en Belgique avec son numéro de l'unité d'établissement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

5° nom et numéro d'enregistrement de tous les réviseurs d'entreprises personnes physiques employés par le cabinet de révision ou en relation en tant qu'associés ou autre;

Onderafdeling 2. — Entiteiten, andere dan een natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen

Art. 7. Ter staving van zijn verzoek deelt de entiteit, andere dan een natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen, overeenkomstig artikel 7, § 2 van de wet, aan de Raad van het Instituut de volgende bescheiden en gegevens mee, onverminderd artikel 3 :

1° de statuten van de rechtspersoon, de identiteit van zijn vennoten, zaakvoerders of bestuurders en de laatste jaarrekening;

2° een attest afgegeven door de bevoegde overheid van de betrokken Staat, waarin wordt gecertificeerd dat de entiteit evenals zijn vennoten, zaakvoerders en bestuurders, in die Staat gemachtigd zijn om de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren;

3° de naam van de vennoten, bestuurders of zaakvoerders die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben en die gewoonlijk hun beroepsactiviteit in België uitoefenen;

4° de nauwkeurige omschrijving van zijn bedrijf en het bewijs of de beslissing dat dit bedrijf beperkt is, of, ingeval van toelating, beperkt zal zijn tot het uitoefenen van werkzaamheden die verenigbaar zijn met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor;

5° de nauwkeurige omschrijving van de organisatie en de werking van de Belgische vestiging van de entiteit, andere dan natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen, de medewerkers op wie hij kan rekenen, zijn werkmethode en de interne systemen voor kwaliteitscontrole;

6° een stuk ondertekend door het bevoegde orgaan van de entiteit, andere dan natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen, waarbij de verbintenissen, opgesomd in artikel 7, § 2, 6°, 7° en 8° van de wet worden bevestigd.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 8. De natuurlijke personen of entiteiten, andere dan natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen, die bij toepassing van dit besluit de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben verkregen en in hun land de professionele hoedanigheid verliezen waarop ze zich beroepen hebben bij hun verzoek tot toekenning van het hoedanigheid van bedrijfsrevisor, kunnen, op beslissing van de Raad van het Instituut, hun hoedanigheid van bedrijfsrevisor in België behouden, wanneer is aangetoond dat zij hun professionele hoedanigheid in het buitenland om andere dan discipline redenen hebben verloren.

HOOFDSTUK III. — Het openbaar register

Afdeling 1. — Bedrijfsrevisoren natuurlijke personen

Art. 9. § 1. Het openbaar register, voorzien in artikel 10 van de wet, bevat tenminste de volgende gegevens omtrent de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen:

1° naam, woonplaats, gekozen taalgroep, Nederlands of Frans, jaar van de eedaflegging en registratienummer;

2° in voorkomend geval, naam, vestigingsadres, internetadres en registratienummer van de bedrijfsrevisorenkantoren waarbij de betrokken bedrijfsrevisor natuurlijke persoon werkzaam is of waaraan hij als vennoot of anderszins verbonden is;

3° elke andere inschrijving als wettelijke auditor bij de bevoegde autoriteiten van andere Lidstaten van de Europese Unie en als auditor in derde landen, met inbegrip van de na(a)m(en) van de registratieautoriteit(en) en, in voorkomend geval, het/de registratienummer(s).

§ 2. Auditoren van derde landen die overeenkomstig artikel 7, § 4 van de wet worden ingeschreven, worden in het register duidelijk als zodanig vermeld en niet als bedrijfsrevisoren natuurlijke personen.

Afdeling 2. — Bedrijfsrevisorenkantoren

Art. 10. § 1. Het openbaar register bevat ten minste de volgende gegevens omtrent de bedrijfsrevisorenkantoren:

1° registratienummer, jaar van inschrijving, naam, adres van de zetel en ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° rechtsvorm;

3° contactgegevens, voornaamste contactpersoon en, in voorkomend geval, internetadres van de website;

4° adres van elke vestiging in België met zijn nummer van vestigingseenheid bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

5° naam en registratienummer van alle bedrijfsrevisoren natuurlijke personen die bij het bedrijfsrevisorenkantoor werkzaam zijn of die als vennoot of anderszins aan het kantoor verbonden zijn;

6° nom et adresse professionnelle de tous les propriétaires et actionnaires;

7° nom et adresse professionnelle de tous les membres de l'organe d'administration ou de direction;

8° le cas échéant, appartenance à un réseau et liste des noms et des adresses des cabinets membres de ce réseau et des entités affiliées ou indication de l'endroit où ces informations sont accessibles au public;

9° tout (tous) autre(s) enregistrement(s) comme cabinet d'audit auprès des autorités compétentes d'autres Etats membres et comme entité d'audit auprès de pays tiers, en ce compris le(s) nom(s) de(s) autorité(s) d'enregistrement et, s'il y a lieu, le(s) numéro(s) d'enregistrement.

§ 2. Les entités d'audit de pays tiers enregistrées conformément à l'article 7, §4 de la loi, figurent clairement dans le registre en cette qualité et non comme cabinets de révision.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 11. § 1^{er}. Le registre public est tenu à jour, sous la responsabilité du Conseil, sous la forme d'une base de données accessible via un site internet, qui indique pour chaque réviseur d'entreprises la date de la dernière mise à jour.

§ 2. Les réviseurs d'entreprises doivent informer l'Institut aussitôt que possible de toute modification des données reprises dans le registre public. Le registre est actualisé aussitôt que possible après la notification. Ils doivent signer les données fournies. A partir du moment où existe la possibilité pour les réviseurs d'entreprises de fournir et d'actualiser les données par voie électronique, la signature peut être une signature électronique, dont le Conseil détermine les modalités.

§ 3. Le Conseil peut déterminer les modalités selon lesquelles le registre public peut, en tout ou en partie, être communiqué sous une forme imprimée à quiconque souhaite l'obtenir.

Art. 12. La liste des stagiaires est tenue à jour, sous la responsabilité de la Commission du stage.

Art. 13. Le Conseil peut décider que le site internet visé à l'article 11, § 1^{er} peut contenir d'autres informations pouvant intéresser les tiers, et notamment une adresse électronique.

Art. 14. § 1^{er}. L'Institut ouvre un dossier au nom des réviseurs d'entreprises. Le dossier comprend les documents transmis lors de la demande d'admission à la qualité de réviseur d'entreprises.

Le réviseur d'entreprises communique spontanément au Conseil les informations suivantes, qui sont versées audit dossier :

- a) les actes et publications, qui prouvent le cas échéant les modifications apportées dans le registre public;
- b) les procédures visées à l'article 41 de la loi;
- c) la communication si oui ou non des prestations sont effectuées dans des entités d'intérêt public;
- d) tout enregistrement auprès des autorités compétentes belges.

§ 2. Le dossier de toute personne physique inscrite au registre public mentionne : le numéro d'enregistrement, la date d'enregistrement, son nom, ses prénoms, son lieu et sa date de naissance, sa nationalité, son groupe linguistique choisi, français ou néerlandais.

§ 3. Le dossier de tout cabinet de révision inscrit au registre public mentionne : le numéro d'enregistrement, la date d'enregistrement, la dénomination sociale au moment de son enregistrement, la forme juridique au moment de son enregistrement, la date de constitution et le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Outre les renseignements visés au § 1^{er}, le dossier de tout cabinet de révision comporte :

- 1° ses statuts ou, le cas échéant, une convention équivalente;
- 2° la liste des entreprises affiliées du cabinet de révision;
- 3° le cas échéant, les confirmations concernant le respect de l'article 15 de la loi;
- 4° la liste des cabinets de révision, des cabinets d'audit et des entités d'audit de pays tiers dans lesquels le cabinet détient des actions ou parts.

6° naam en kantooradres van alle eigenaars en aandeelhouders;

7° naam en kantooradres van alle leden van het leidinggevende of bestuursorgaan;

8° in voorkomend geval, het lidmaatschap van een netwerk en de lijst van de namen en adressen van de daartoe behorende kantoren en zijn verbonden entiteiten, of vermelding van de plaats waar deze gegevens toegankelijk zijn voor het publiek;

9° elke andere inschrijving als auditkantoor bij de bevoegde autoriteiten van andere lidstaten en als auditororganisatie in derde landen, met inbegrip van de na(a)m(en) van de met de registratie belaste autoriteit(en) en in voorkomend geval het/ de registratienummer(s).

§ 2. Auditororganisaties van derde landen die overeenkomstig artikel 7, § 4 van de wet worden ingeschreven, worden in het register duidelijk als zodanig vermeld en niet als bedrijfsrevisorenkantoren.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 11. § 1. Het openbaar register wordt bijgehouden, onder de verantwoordelijkheid van de Raad, onder de vorm van een database die toegankelijk is via een website, die voor elke bedrijfsrevisor de datum aangeeft van de laatste actualisering.

§ 2. De bedrijfsrevisoren dienen het Instituut zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van elke wijziging in de gegevens die in het openbaar register zijn opgenomen. Het register wordt zo spoedig mogelijk na de kennisgeving geactualiseerd. Zij dienen de verstrekte gegevens te ondertekenen. Vanaf het moment dat de mogelijkheid bestaat voor de bedrijfsrevisoren om op elektronische wijze de gegevens te verstrekken en te actualiseren, kan de ondertekening gebeuren door middel van een elektronische handtekening, waarvan de modaliteiten door de Raad worden bepaald.

§ 3. De Raad kan de modaliteiten bepalen volgens dewelke het openbaar register in zijn geheel of deels kan worden toegezonden onder de vorm van een uitprint aan om het even wie hem wenst te bekomen.

Art. 12. De lijst van de stagiairs wordt bijgehouden onder de verantwoordelijkheid van de Stagecommissie.

Art. 13. De Raad kan beslissen dat de website, zoals bedoeld in artikel 11, § 1 andere informatie bevat waarin derden geïnteresseerd kunnen zijn, zoals onder meer een elektronisch adres.

Art. 14. § 1. Het Instituut opent een dossier op naam van de bedrijfsrevisoren. Het dossier bevat de bescheiden die bij de vraag om toegelaten te worden tot de hoedanigheid van bedrijfsrevisor werden overgemaakt.

De bedrijfsrevisor deelt spontaan aan de Raad de volgende informatie mee, die aan het dossier wordt toegevoegd:

- a) de akten en bekendmakingen, die de wijzigingen in het openbaar register desgevallend staven;
- b) de procedures bedoeld in artikel 41 van de wet;
- c) de melding of al dan niet wordt opgetreden in organisaties van openbaar belang;
- d) elke inschrijving bij bevoegde Belgische autoriteiten.

§ 2. Het dossier van elke natuurlijke persoon ingeschreven in het openbaar register vermeldt: het registratienummer, de datum van registratie, zijn naam, zijn voornamen, zijn plaats en datum van geboorte, zijn nationaliteit, zijn gekozen taalgroep, Frans of Nederlands.

§ 3. Het dossier van elk bedrijfsrevisorenkantoor ingeschreven in het openbaar register vermeldt: het registratienummer, de datum van registratie, de maatschappelijke benaming op het moment van registratie, de rechtsvorm op het moment van inschrijving, de datum van oprichting en het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Naast de in § 1 bedoelde inlichtingen, bevat het dossier van elk bedrijfsrevisorenkantoor:

- 1° zijn statuten of, in voorkomend geval, een gelijkwaardige overeenkomst;
- 2° de lijst van de verbonden entiteiten van het bedrijfsrevisorenkantoor;
- 3° in voorkomend geval, de bevestigingen met betrekking tot de naleving van artikel 15 van de wet;
- 4° de lijst van de bedrijfsrevisorenkantoren, auditkantoren en auditororganisaties van derde landen waarin het kantoor aandelen of deelbewijzen bezit.

§ 4. Le Conseil peut en outre demander aux réviseurs d'entreprises toutes autres données utiles à l'application de l'article 32 de la loi en vue de les ajouter au dossier, ou il peut leur demander de les communiquer d'initiative.

Art. 15. Les réviseurs d'entreprises communiquent spontanément à l'Institut, dans le mois, toutes modifications intervenues dans les données visées aux articles 9, 10, 13 et 14.

En ce qui concerne les données visées à l'article 14, § 4, le devoir de mise à jour à charge des réviseurs d'entreprises ne porte que sur les données communiquées par les réviseurs d'entreprises à la demande du Conseil.

Le Conseil détermine les modalités selon lesquelles les réviseurs d'entreprises peuvent être autorisés, ou obligés, à actualiser eux-mêmes, par un accès à distance sécurisé, les bases de données de l'Institut.

En ce qui concerne les procédures visées à l'article 41 de la loi, l'obligation de communication porte sur l'introduction d'une procédure, ainsi que sur toutes les décisions qui sont prises dans le cadre de cette procédure par les juridictions ou autorités qui en sont saisies.

CHAPITRE IV. — De la perte de la qualité de réviseur d'entreprises

Art. 16. Le réviseur d'entreprises qui, à la suite d'une condamnation ou autre mesure ou circonstance, se trouve dans l'impossibilité d'exercer sa profession, peut être suspendu par le Conseil, lorsque l'intérêt public le requiert, pour la durée de l'impossibilité.

Art. 17. Le réviseur d'entreprises démissionnaire perd la qualité de réviseur d'entreprises à partir du jour où le Conseil notifie au réviseur d'entreprises que sa démission est acceptée.

Pour être valable, la démission doit être présentée au Conseil et contenir la déclaration que le réviseur d'entreprises démissionnaire a mené à bien toutes les missions dont il avait été chargé comme réviseur d'entreprises ou qu'il les a confiées à un autre réviseur d'entreprises, ainsi que la déclaration qu'il n'a pas accepté de mandat ou de fonction visés par l'article 133, § 3 du Code des sociétés. Le Conseil prend, au plus tard dans les trois mois de l'envoi de la lettre, une décision relative à l'acceptation ou au refus de la démission.

Le cabinet de révision qui présente sa démission apportera la preuve que les statuts, ou le cas échéant la convention équivalente, ne réfèrent plus à l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises.

Le Conseil peut refuser la démission s'il existe des indices que les déclarations visées à l'alinéa précédent seraient fausses.

Art. 18. § 1^{er}. Sans préjudice des effets d'une radiation disciplinaire, tout réviseur d'entreprises personne physique démissionnaire peut solliciter du Conseil sa réinscription au registre public, pourvu qu'il remplisse les conditions prévues aux articles 5, 1^o à 3^o, et 13, de la loi, à la date de sa demande, et qu'il ait satisfait aux obligations de formation permanente.

§ 2. La demande est adressée au Conseil, accompagnée d'un dossier justifiant que les conditions requises pour l'obtention de la qualité de réviseur d'entreprises sont réunies. Le dossier doit comprendre un curriculum vitae retraçant les activités professionnelles du candidat réviseur d'entreprises depuis sa démission, ainsi qu'une note justifiant que le candidat a poursuivi sa formation de manière permanente.

§ 3. Lorsque la demande est formulée plus de cinq années après la démission, le demandeur doit en outre présenter une épreuve organisée conformément aux dispositions visées dans l'arrêté royal relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises. Cette épreuve est confiée à un jury composé de deux membres du Conseil et désignés par lui.

Art. 19. Le cabinet de révision qui a perdu la qualité de réviseur d'entreprises pour des motifs autres que disciplinaires peut demander à tout moment sa réinscription au registre public conformément à l'article 3.

Art. 20. Les cabinets de révision en liquidation ne peuvent être maintenus au registre public que pendant une période d'une année à compter de la date de la dissolution. Ils sont rayés d'office du registre public à l'expiration de cette période.

§ 4. De Raad kan daarenboven aan de bedrijfsrevisoren alle andere nuttige gegevens in toepassing van artikel 32 van de wet opvragen of verzoeken deze uit eigen initiatief mee te delen, met het oog op de toevoeging ervan aan het dossier.

Art. 15. De bedrijfsrevisoren delen het Instituut binnen de maand spontaan alle wijzigingen mee aangebracht in de gegevens bedoeld in artikelen 9, 10, 13 en 14.

Wat de gegevens bedoeld in artikel 14, § 4 betreft, heeft de taak van actualiseren ten laste van de bedrijfsrevisoren enkel betrekking op de gegevens die door de bedrijfsrevisoren werden meegedeeld op vraag van de Raad.

De Raad bepaalt de modaliteiten volgens dewelke het de bedrijfsrevisoren kan worden toegelaten, of verplicht, om zelf de databanken van het Instituut te actualiseren via een beveiligde toegang op afstand.

Wat de procedures bedoeld in artikel 41 van de wet betreft, heeft de verplichting tot mededeling betrekking op de inleiding van een procedure, evenals op alle beslissingen die in het kader van deze procedure door de geadieerde rechtsmachten of overheden zijn genomen.

HOOFDSTUK IV. — Het verlies van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor

Art. 16. De bedrijfsrevisor, die ten gevolge van een veroordeling of andere maatregel of omstandigheid in de onmogelijkheid verkeert zijn beroep uit te oefenen, kan, wanneer het algemeen belang het vereist, door de Raad voor de duur van de onmogelijkheid worden geschorst.

Art. 17. De bedrijfsrevisor, die ontslag neemt, verliest de hoedanigheid van bedrijfsrevisor met ingang van de dag waarop de Raad de bedrijfsrevisor ervan in kennis stelt dat zijn ontslag werd aanvaard.

Om geldig te zijn, moet het ontslag bij de Raad worden ingediend en de verklaring bevatten dat de ontslagnemende bedrijfsrevisor alle opdrachten, waarmee hij als bedrijfsrevisor werd belast, tot een goed einde heeft gebracht of aan een andere bedrijfsrevisor heeft toevertrouwd, evenals de verklaring dat hij geen mandaat of functie bedoeld in artikel 133, § 3 van het Wetboek van vennootschappen heeft aanvaard. De Raad neemt, uiterlijk drie maanden na het toezenden van de brief, een beslissing over de aanvaarding of de weigering van het ontslag.

Het bedrijfsrevisorenkantoor dat ontslag neemt, zal het bewijs leveren dat de statuten, of in voorkomend geval de gelijkwaardige overeenkomst, niet langer verwijst naar de uitoefening van het beroep van bedrijfsrevisor.

De Raad kan het ontslag weigeren, indien er aanwijzingen zijn dat de verklaringen, bedoeld in de vorige alinea, vals zouden zijn.

Art. 18. § 1. Onverminderd de gevolgen van een schrapping om tuchtrekenen, kan iedere ontslagnemende bedrijfsrevisor natuurlijke persoon, de Raad om zijn herinschrijving in het openbaar register verzoeken, op voorwaarde dat hij de in artikelen 5, 1^o tot 3^o en 13 van de wet voorgeschreven voorwaarden vervult op de datum van aanvraag en voldaan heeft aan de verplichtingen inzake permanente vorming.

§ 2. Het verzoek wordt gericht aan de Raad, samen met een dossier waaruit blijkt dat de voorwaarden vereist voor het bekomen van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor verenigd zijn. Het dossier moet een curriculum vitae bevatten waarin de beroepsactiviteiten van de kandidaat-bedrijfsrevisor sinds zijn ontslag worden opgenomen evenals een nota waaruit blijkt dat hij zijn vorming op permanente wijze heeft voortgezet.

§ 3. Wanneer het verzoek wordt gedaan nadat meer dan vijf jaar zijn verstreken sinds het ontslag, moet de verzoeker daarenboven een proef afleggen, ingericht in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor. Deze proef wordt toevertrouwd aan een jury, samengesteld uit twee leden van de Raad en door hem aangeduid.

Art. 19. Het bedrijfsrevisorenkantoor dat de hoedanigheid van bedrijfsrevisor heeft verloren om andere redenen dan tuchtrechtelijke kan op ieder moment om herinschrijving in het openbaar register verzoeken overeenkomstig artikel 3.

Art. 20. De bedrijfsrevisorenkantoren in vereffening kunnen slechts gedurende één jaar in het openbaar register ingeschreven blijven, te rekenen vanaf de datum van hun ontbinding. Zij worden van rechtswege doorgehaald in het openbaar register bij het verstrijken van deze periode.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 21. § 1^{er}. L'omission temporaire du tableau des membres accordée par le Conseil à des réviseurs d'entreprises personnes physiques en exécution de l'article 5, § 5 de l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, tel que modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2000 et l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique conformément à l'article 5, § 6 du règlement précité prennent fin de plein droit au plus tard le 31 décembre 2007.

§ 2. Les réviseurs d'entreprises personnes physiques qui bénéficient de l'omission temporaire du tableau des membres ou de l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique doivent avant le 31 décembre 2007, soit communiquer au Conseil qu'ils sont de nouveau à même de respecter les obligations des réviseurs d'entreprises, soit présenter leur démission en respectant les dispositions de l'article 19 du présent arrêté.

§ 3. Lorsque, à l'expiration de la date mentionnée à l'alinéa précédent, le réviseur d'entreprises a omis d'aviser le Conseil de la façon dont il souhaite mettre fin à son omission temporaire ou à l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique, il est considéré être démissionnaire et il est dès lors retiré du registre public.

Art. 22. § 1^{er}. Les réviseurs d'entreprises inscrits au « tableau des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises » à la date du 20 août 2007 sont réputés avoir été autorisés à être transférés dans le « registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ».

§ 2. Le Conseil prend les mesures nécessaires au transfert des données du « tableau des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises » au registre public, tel que visé aux articles 9 à 11, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 23. Le Conseil prend les mesures nécessaires pour la constitution et la mise à jour des dossiers, tels que visés aux articles 14 et 15.

Art. 24. § 1^{er}. L'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, tel que modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2000, est abrogé.

§ 2. L'arrêté royal du 14 février 1989 déterminant les conditions d'octroi de la qualité de membre de l'Institut des Réviseurs d'entreprises aux personnes physiques et morales visées à l'article 4ter de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'entreprises est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 31 août 2007.

Art. 26. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 21. § 1. De tijdelijke weglating uit de ledenlijst toegekend door de Raad aan bedrijfsrevisoren natuurlijke personen in uitvoering van artikel 5, § 5 van het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 maart 2000 en de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat overeenkomstig artikel 5, § 6 van voormeld besluit vervallen van rechtswege ten laatste op 31 december 2007.

§ 2. De bedrijfsrevisoren natuurlijke personen die de tijdelijke weglating uit de ledenlijst of de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat genieten moeten vóór 31 december 2007, hetzij aan de Raad mededelen dat zij opnieuw in staat zijn om de verplichtingen van de bedrijfsrevisoren na te komen, hetzij hun ontslag aanbieden met naleving van artikel 19 van onderhavig besluit.

§ 3. Indien bij het verstrijken van de in het voorgaande lid vermelde datum de bedrijfsrevisor heeft nagelaten aan de Raad te melden hoe hij zijn tijdelijke weglating uit de ledenlijst of de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat wenst te beëindigen, wordt hij geacht ontslag te nemen en wordt hij bijgevolg doorgehaald in het openbaar register.

Art. 22. § 1. De bedrijfsrevisoren ingeschreven op de « ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren » op datum van 31 augustus 2007 worden beschouwd als zijnde toegelaten tot overdracht naar het « openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren ».

§ 2. De Raad neemt de nodige maatregelen voor de overdracht van gegevens uit de « ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren » naar het openbaar register, zoals bedoeld in de artikelen 9 tot 11, binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 23. De Raad neemt de nodige maatregelen voor de samenstelling en de actualisering van de dossiers, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15.

Art. 24. § 1. Het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 maart 2000, wordt opgeheven.

§ 2. Het koninklijk besluit van 14 februari 1989 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning van de hoedanigheid van lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen bedoeld in artikel 4ter van de wet van 22 juli 1953 tot oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 2007.

Art. 26. Onze Minister van Economie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2007 — 2168

[2007/201671]

Extrait de l'arrêt n° 78/2007 du 16 mai 2007

Numéro du rôle : 4039

En cause : le recours en annulation des articles L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, et L4145-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, contenus dans le livre Ier de la quatrième partie dudit Code, tel que ce livre Ier a été remplacé par l'article 2 du décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006, introduit par Arnold François et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dufilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 août 2006 et parvenue au greffe le 30 août 2006, un recours en annulation des articles L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, et L4145-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, contenus dans le livre Ier de la quatrième partie dudit Code,